

# **L'échec de la campagne Eva. Bilan et perspectives.**

par  
**Alain Lipietz**

Le score de la campagne d'Eva Joly (2.3%) n'est certes pas l'aspect le plus grave des résultats du premier tour de la présidentielle 2012. Mais le contraste avec les espérances de départ, lors du lancement d'Europe Écologie aux Européennes de 2009 (16%, à 30 000 voix du total du PS) impose une très profonde autocritique sur la manière dont a évolué ce mouvement puis a été menée la campagne des écologistes.

Bien entendu, on multipliera les déclarations affectueuses : "Eva a été si courageuse !". Courageuse, Eva Joly l'a été remarquablement. Comme furent infiniment dévouées les « petites mains » s'activant au siège, et les militants des groupes locaux qui, plus nombreux qu'on ne le croit, ne ménagèrent pas leurs efforts. Mais la reconnaissance et la compassion plus ou moins feintes ne sauraient masquer la responsabilité écrasante de nous tous, Europe Écologie Les Verts, dans l'échec de la campagne, et plus particulièrement les responsabilités de la direction du mouvement et de la campagne.

Je profite de ces quelques jours d'entre-deux tours, où ce qui se dit de l'intérieur d'Europe Écologie ne peut déjà plus être retourné contre un vote Eva (ni même Hollande), et ne peut pas encore être retourné contre un vote EELV aux législatives, pour tirer un premier bilan, forcément subjectif. Tirer le bilan des erreurs passées pour en éviter le retour, afin que soit donné un sérieux coup de barre : il s'agit avant tout d'entamer la campagne législative sous de meilleurs auspices.

## **I- Les mauvaises surprises du premier tour**

Si l'on ne peut que se réjouir du résultat de François Hollande, et dans une certaine mesure de Jean-Luc Mélenchon, le résultat le plus massif est tout de même les 17.9% de Marine Le Pen. Il est inutile de chercher à se consoler en constatant qu'elle fait moins que son père + Mégret au premier tour de 2002. Elle fait surtout un million de voix de plus ! On pensait jusqu'à présent que la droitisation de l'UMP avait du moins siphonné une partie du vote FN, le rendant de ce fait moins dangereux - mais à quel prix ! Le retour à un très haut niveau du Front National, alors que le Président Sarkozy et ses ministres avaient épousé une bonne partie de ses thèses, montre une extrême-droitisation idéologique de la société française, dont la droite de gouvernement, en validant les thèses de l'extrême droite, est largement responsable.

Ce phénomène n'est pas inattendu. Il a sa source, comme dans toute l'Europe sociale-démocrate (celle du Nord) dans le virage libéral de la sociale-démocratie au début des années 80 : virage qui abandonnait les travailleurs manuels à leur triste sort. Mais il y a plus. Comme je l'ai expliqué dans [Green Deal](#), la crise actuelle, comme crise du néo-libéralisme, a bien des points communs avec la Grande dépression des années 30. [Nous sommes en 1932](#), l'année où Roosevelt et Hitler ont été élus. Comme le disait Karl Polanyi, une crise du libéralisme entraînait alors une demande d'État, avec une polarisation vers 3 positions : communisme (stalinisme à l'époque), sociale démocratie... ou fascisme. Soit à peu près le trio de tête du premier tour, si l'on range Sarkozy à l'aile gauche de l'extrême droite.

La qualification de « stalinisme » serait évidemment inappropriée, s'agissant du Front de Gauche. Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts et le Parti communiste français a fait une sincère autocritique sur ses décennies de soutien aux crimes contre l'Humanité de Joseph Staline. Mais Karl Polanyi ne dénonçait pas ces crimes : il pointait une forme extrême d'étatisme, séduisant pour les masses comme extrême protection, et caractéristique d'un certain courant de la gauche de son époque. Et il est clair qu'une partie importante du Front de Gauche a récupéré le discours social-étatiste et nationaliste des années 30.

Cette tendance étatiste-nationaliste, qui unit les deux pôles les plus anti-libéraux, est même beaucoup plus large. On a vu ainsi le site *Basta !*, d'habitude plus éclairé, publier, sans se poser de question, que [le programme de régulation de la finance](#) de la candidate fasciste était meilleur que celui d'Eva Joly ! Le succès de la campagne Mélenchon est un fait positif, en ce qu'il réarticule au jeu politique institutionnel, et dans l'enthousiasme des grandes foules, des attitudes protestataires qui se perdaient en 2002 dans un vote « fun ». Mais quel dommage que ce soit au profit d'une gauche étatiste, jacobine et productiviste, pour qui [l'incantation d'une « planification écologique »](#) future permet de faire l'impasse... sur les choix écologistes urgents.

De même, parler de « fascisme » à propos du Marine Le Pen n'est pas souscrire à la [loi de Godwin](#) : encore une fois, nous sommes en 1932, pas en 1942. Les fascistes de l'époque (les ligues d'extrême droite françaises qui préparaient le 6 février 34) ne faisaient que tenir un discours peu différent de celui du Front national actuel, *mutatis mutandis* : les juifs à la place des musulmans, Bruxelles à la place de la City.... Ces différences sont d'ailleurs assez nombreuses : comme en Europe du Nord, le féminisme et la laïcité sont enrôlés au service de l'islamophobie, et la liberté religieuse, spécifiée par la [Déclaration universelle des droits de l'Homme \(article 18\)](#), est taxée de « communautarisme anglo-saxon ». Trois tours de passe-passe vis à vis desquels la gauche française n'est pas sans responsabilité.

Enfin, la sociale-démocratie de François Hollande n'a plus grand chose à voir avec la SFIO de Jaurès et de Léon Blum. Mais d'un autre côté, la crise actuelle n'est pas non plus celle des années 30. Et pour deux raisons : la mondialisation, et l'irruption d'une double crise écologique (alimentation-santé, énergie-climat).

Sur ces deux points, le bilan de la campagne d'une élection majeure qui devait affronter la triple crise mondiale (crise du capitalisme libéral, crise alimentation/santé, crise énergétique/climat) est profondément décevant.

La seule forme de régulation existante du capitalisme mondialisé est pour le moment la construction de l'Union Européenne. Que l'Europe soit pour le moment tout aussi libérale que les États qui la constituent n'est évidemment pas une surprise. Mais ce qui est certain, c'est qu'un gouvernement français « social + écologiste » ne pourra pas faire grand chose dans un monde globalisé, s'il ne s'acharne pas d'abord à construire une Europe « sociale et écologiste ». Or, dans cette campagne, le mot « Europe » a pratiquement servi de repoussoir, origine de tous les maux dont souffraient les Français, comme si le vote des Français en faveur de Chirac et de Sarkozy n'y était pas pour grand-chose, comme si l'administration française n'avait pas été depuis 10 ans l'une des plus puissantes promotrices des positions libérales au sein du Conseil Européen.

De même, la crise énergie/climat a été évacuée par les deux principaux candidats, si ce n'est pour affirmer leur volonté de poursuivre dans la voie du nucléaire, le candidat Hollande allant jusqu'à réduire l'accord législatif Europe EELV/PS à la fermeture d'un seul réacteur (au lieu de 6) dans la mandature à venir. Quant au Front de Gauche, il s'est contenté d'une référence évasive à une planification écologique dont les paramètres-clés (sortons-nous ou pas du nucléaire ? En respectant quel rythme de décroissance des émissions de gaz à effet de serre ?) ont été soigneusement éludés.

Bref, non seulement l'élection n'a pas été à la mesure des années 30, mais même la différence entre les années 30 et aujourd'hui a été pratiquement ignorée ! Même la question alimentaire, qui n'est pas sans point commun, a été éludée, les lobbys de l'agro-alimentaire étant encore plus puissants (quoiqu'encore plus contestés) que ceux du nucléaire.

## **II- Une campagne sabotée.**

Or, c'était la mission d'Europe Écologie : porter l'analyse de la triple crise et l'exposé de nos réponses, au cœur de la campagne électorale. C'est cet échec qu'il faut analyser, et rectifier pour les législatives.

[J'ai dit ailleurs](#) les raisons objectives qui défavorisaient *a priori* la campagne présidentielle d'EELV. Les écologistes sont contre le présidentielisme et ont clairement du mal à « faire semblant ». La présidentielle incarne le maximum de symbolique nationaliste, phallogratique, productiviste, uninominaliste, quand les élections locales et européennes symbolisent le maximum de « régulation coopérative de la vie quotidienne ». Les électeurs écologistes étaient les plus « tactiques », les plus sensibles au spectre du 21 avril 2002, et il est vrai que si Eva avait fait aussi 11,1 %, en prenant toutes ses voix à Hollande, celui-ci aurait quand même battu Le Pen et figuré au second tour... mais on ne pouvait le savoir qu'après coup. Ce qui avait amené plusieurs animateurs (dont Dany) et important sympathisants à proposer de faire l'impasse sur la présidentielle et à se concentrer sur les législatives. J'ai dit [en son temps](#) pourquoi cela ne me semblait pas possible. Enfin, la perspective d'une sortie des crises écologiques mondiales a pris tant de coups depuis Copenhague qu'on n'y croit plus tellement.

Mais jamais l'écart entre européennes et présidentielle (si l'on compare à 1988/1989, à 1999/2001, et même à 2004/2007), n'a été aussi saisissant. L'image d'Eva entre Cécile Duflot et Jean-Vincent Placé, ce n'est décidément pas la même chose que l'image d'Eva entre Dany Cohn-Bendit et José Bové. Et les questions de ligne politique et d'organisation de la campagne ne peuvent être évacuée : elles font partie de cette image d'arrière plan devenue médiocre. Certes, les faibles moyens dont disposaient petites mains et salariés peuvent expliquer certains couacs, mais les cas où « l'intention de nuire » était patente, au sommet, ne peuvent plus être occultés.

### **A. Une lente dégringolade.**

Début 2009, à l'orée de la crise mondiale, les écologistes apparaissent, [aux élections européennes](#), comme disposant de réponses aussi convaincantes que celles du Parti socialiste. Aux [législatives partielles](#) de l'automne 2009, Europe Écologie maintient à peu près les résultats des européennes, et obtient la victoire à Rambouillet.

Mais aussitôt, comme je l'avais noté à l'époque, de graves erreurs sont commises dans la campagne des régionales. Non seulement celles-ci ne sont pas toujours préparées dans la perspective novatrice d'une coopérative de la société civile s'articulant avec la conquête des institutions (ce qui était au cœur du projet d'Europe Écologie), mais des thématiques extrêmement importantes, telles que la crise alimentaire, l'Économie Sociale et Solidaire, l'environnement au travail, la lutte pour maintenir internet sous un statut de bien commun etc., sont évacuées de la campagne et des candidatures (typiquement en Ile de France), puis ignorées dans la négociation d'entre-deux-tours avec le Parti socialiste. [Dès le premier tour des régionales 2010](#), le recul par rapport aux européennes (et même par rapport aux régionales de 1992 ! ) est considérable.

Toutefois, le projet d'une candidature d'Eva Joly remporte un important succès d'estime [lors des journées d'été 2010](#) du mouvement, face au candidat en lice, le Vert historique Yves Cochet. Comme je l'expliquais alors, ce succès d'Eva Joly traduit son adéquation personnelle extrêmement forte à la crise en cours : une combattante contre les turpitudes des multinationales et de la finance globalisée, dans leurs effets sur le gâchis de la planète, principalement dans le Tiers-Monde, mais aussi en Islande où le rôle d'Eva Joly sera décisif à la tête du combat des Islandais contre l'austérité ahurissante qu'on veut leur imposer, en punition d'une dette illégitime. Eva est donc l'incarnation même des enjeux de la période.

C'est alors qu'apparaît la candidature de Nicolas Hulot. Celui-ci s'abstient une troisième fois (après les européennes 2009 et les régionales 2010) de soutenir les candidats écologistes lors des cantonales de 2011, où se joue rien moins que la dimension alimentation/santé via la politique des départements dans les cantines et dans l'aide sociale. Certes, l'accident de Fukushima (dont la direction d'Europe Écologie décide de ne rien faire pendant la campagne, contrairement aux Grünen allemands qui mettent l'accent sur la question du nucléaire et remportent le land du Bade Württemberg) permet à Nicolas Hulot de découvrir les dangers du nucléaire et de prendre ses distances avec cette technologie. Mais il est un peu tard, et, malgré une campagne très sympathique de Nicolas, l'afflux de nouveaux coopérateurs venant prendre part au vote aboutit [au choix très large d'Eva Joly](#) comme candidate.

Il est assez clair que ce choix déplaît à une bonne partie de la direction d'EELV. Par ailleurs (et contrairement à ce qui se passera quelques mois plus tard au PS), le perdant s'avère mauvais perdant. Au lieu de se porter immédiatement en loyal et enthousiaste porte-parole de sa concurrente (comme je l'avais fait en 2001 lorsque j'avais été remplacé par Noël Mamère) il s'enferme dans sa tour d'ivoire et distille à la télévision ou dans la presse des propos violemment hostiles à l'écologie politique. Ce n'est pas sans effet sur les pronostics de résultats : Eva Joly tombe entre 6 et 7% dans les sondages à la rentrée de l'automne 2011.

La bouderie de Nicolas Hulot n'aurait eu aucune importance si la dynamique de construction de la coopérative s'était poursuivie. Or la victoire du courant le moins « pro-coopérative » au congrès de la Rochelle d'EELV, à l'issue d'une campagne où ses promoteurs (Dany, José...) ont été publiquement ciblés pour les discréditer, aboutit immédiatement à la mise entre parenthèses de ce projet de rassemblement large de l'écologie politique. Les coopérateurs, voyant EELV endosser les vieux habits des Verts (mais les vieux verts savent que c'est devenu nettement moins démocratique en interne...) s'enfuient en courant, ramenant l'écologie politique à son image de division traditionnelle, avec l'inévitable retour de la candidature Lepage.

## B. La crise de novembre

En novembre, d'une manière assez inattendue, la direction d'Europe Écologie signe avec le Parti socialiste un compromis programmatique très en retrait sur ce qui se négociait pendant l'été (et beaucoup plus faible que ce qui avait été négocié en 1997), [sur les questions économiques](#) et pas seulement sur le nucléaire. La candidate Eva Joly se trouve totalement déstabilisée et peut difficilement assumer un tel compromis, que la plupart des sympathisants écologistes trouvent dramatiquement médiocre.

Alors membre du conseil d'animation de sa campagne, je propose une claire distinction entre la « candidate présidentielle », présentant l'intégralité du programme des écologistes, et « le parti », ayant mission de chercher une coalition pour former une majorité parlementaire, chargée de la mise en œuvre de la transition écologique face aux crises. Ce qui implique les compromis les meilleurs possibles avec le partenaire disposé à discuter programme : le Parti socialiste, mais sans pouvoir garantir que l'on puisse aller très loin en l'absence de mobilisations.

Cette proposition avait recueilli le consensus. Toutefois, lorsque Eva Joly prend quelques jours de réflexions pour évaluer sa situation nouvelle, une avalanche de déclarations d'importants dirigeants d'EELV se déclenche dans la presse et sur les médias. Je passe ma journée à y défendre Eva Joly, dont je mesure, selon mon expérience de 2001, qu'elle est dorénavant en grand danger.

Au retour d'Eva, ceux qui l'ont critiqué se retrouvent nommés à la direction de sa campagne, moi-même et Natalie Gandais nous retrouvons exclus de son conseil stratégique. J'apprends cette éviction de dernier moment (comme on peut le constater par le simple graphisme de [l'organigramme distribué aux journalistes](#) le 1<sup>er</sup> décembre), et que je me retrouve chargé, dans un « Conseil de propositions », des questions de la crise alimentaire et de l'économie sociale et solidaire.

Moi, qui suis dans EELV en charge des questions de la crise et de la dette, je me vois ainsi déchargé des sujets où je suis publiquement le plus crédible (y compris au niveau international), et investi pour un domaine qu'assurément je connais (l'ESS) et d'un autre où je n'en connais pas plus que ce que tout militant écologiste est censé savoir : la crise alimentation-santé. Très mauvais signe pour ces deux thèmes : je devine que je suis transformé en structure de défaisance pour des thèmes qui vont être abandonnés. Ils ne seront pas les seuls.

Chose plus grave : loin d'être perçu par l'opinion comme une contrepartie provisoire à l'absence de proportionnelle, le volet électoral de l'accord (par lequel nous échangeons une soixantaine de circonscriptions où nous soutenons le PS contre une soixantaine de circonscriptions où il nous soutient) est interprété comme « les écologistes vendent leur âme pour des postes ».

Une communication passablement cynique et la multiplication des parachutages injustifiés vont bientôt accréditer cette interprétation : les EELVistes ne cherchent que des postes. Interprétation exagérée (« Quand faut y aller, faut y aller »), et comme en 1997 j'en suis fier) mais j'avoue avoir du mal à justifier publiquement certains choix imposés d'en haut et certaines déclarations.

### **C. La déstructuration du programme**

Tel que je l'avais proposée au comité d'orientation dès l'été 2011, le fil conducteur de la campagne Eva était relativement simple.

Nous avons : des réponses à la crise énergie/climat, des réponses à la crise alimentation/santé, et – merveille !- ces deux réponses à la crise écologique répondent aussi à la crise de l'emploi, à la crise du pouvoir d'achat, et même, sans brutale austérité, à la crise de la dette publique. Avec, comme instruments : la planification écologique, l'économie sociale et solidaire, et le cadre européen à utiliser et réformer. A partir de là : 6ème république, vivre ensemble, etc...

Certes, dès la discussion sur le programme propre d'Europe Écologie, ouvert en 2009 dans le cadre de ce qu'on appelait alors « le groupe-projet », je m'étais aperçu d'étonnantes résistances face aux trois thèmes : crise alimentaire, planification écologique, économie sociale et solidaire. Mais au moins la réponse aux crises énergie/climat et habitat (qui sont très liées), et la création d'emplois induite par ces politiques et par la réduction du temps de travail (en particulier par le retour à la retraite à 60 ans) me semblaient des acquis.

Or tout ces enchainements, puissamment mobilisateurs pour une écologie populaire, qui avaient si bien « fonctionné » en 2009, se sont retrouvés peu à peu éliminés dans la campagne, sans que je puisse vraiment comprendre par qui et au nom de quoi.

#### *a) La disparition de la réduction du temps de travail.*

Matrice de la politique écologiste de l'emploi depuis l'origine des Verts (et même avant), la RTT s'était concentrée, dans la période récente, sur la bataille pour le retour aux 60 ans sans exclure la consolidation de la loi sur les 35 heures et la reprise de la marche aux 32 heures. Lors de la bataille sur les retraites de 2010, où EELV avait été profondément impliqué, nous avons chiffré le coût en emplois des réformes Sarkozy (et donc le gain de leur abolition) et précisé comment financer un retour à 60 ans.

Dès le premier tract sur l'emploi de la campagne Eva, les gains en emploi de la RTT sont purement et simplement ignorés. Déchargé de toute responsabilité en la matière, je crois en un « oubli » (!) et envoie un mail de rappel à

l'équipe centrale. Mais il faut vite se rendre à l'évidence : dans cette campagne « écologiste », on ne crée plus d'emploi en partageant le temps de travail et les richesses, mais en créant de l'activité...

#### *b) Le lien crise énergie-climat / création d'emplois*

Ce lien avait été consolidé par toute une série d'études rassemblées ou lancées par Pascal Canfin : étude du niveau européen, confirmation par un chercheur CNRS (Philippe Quirion) ayant construit un modèle simple, enfin confirmation par un militant faisant tourner le gros modèle ADEME-OFCE.

Mais le coup d'envoi de cette ultime confirmation par une conférence de presse tourna au fiasco. A la suite d'une série d'erreurs de communication internes à l'équipe de campagne, sur lequel il est un peu tard pour obtenir tous les éclaircissements (même si j'ai personnellement une vue assez claire de ce qui s'est passé), la confirmation de la validité du programme d'Eva Joly par le modèle OFCE fut présentée... comme une étude d l'OFCE elle-même ! D'où démenti cinglant, scandale public, refus d'EELV de présenter des excuses et finalement élimination totale de cette argumentation dès le début janvier.

#### *c) La planification écologique*

J'avais rédigé dans le cadre du groupe-projet le chapitre correspondant. Plusieurs personnes de la commission en charge des sujets économiques ayant élevé des objections sur l'emploi du mot « planification », ce point fut placé à l'ordre du jour des Journées d'Eté 2011 dans un forum spécial. Tous les participants (environ 100) approuvèrent le principe de reprendre le mot avec toutes les explications nécessaires.

Mystérieusement le chapitre disparut complètement lors de la publication du projet (et je l'ai refourgué dans *Green Deal*, avec des développements).

Pendant ce temps là, le Front de Gauche, qui n'avait pas la moindre idée de ce qu'il mettrait dedans, ou plutôt en avait de nombreuses et de fort divergentes, se gargarisait du mot « planification écologique », avec le succès que l'on sait. La mise au point ne vint pas. Au contraire, l'idée même d'une planification écologique fut tournée en dérision par quelques un des dirigeants de la campagne d'Eva. Je réagis, mais un peu tard, par [un article dans Médiapart](#).

#### *d) L'Europe.*

Face à l'Europe-bashing qui régna pendant cette campagne, Bayrou lui-même reprenant de Marchais le "Produisons français", la campagne d'Eva Joly avait un boulevard : montrer que nous étions les seuls à défendre une réforme résolument fédéraliste de l'Europe.

Conscient de cet atout, les Verts français avaient obtenu (à grands frais) la tenue du congrès du Parti vert Européen à Paris. La [Déclaration de Paris](#), longuement négociée et votée à l'unanimité par les délégués verts français, montrait que nous, Verts européens, coordonnions les positions dans les futurs gouvernements Verts-Gauche en Allemagne et en France, avec des compromis réellement jouables et même probables pour le cadre européen. En particulier : un mécanisme de mise en commun du crédit des pays riches pour couvrir les emprunts des pays ayant perdu tout crédit, mécanisme que la Déclaration de Paris baptisait "Fonds Monétaire Européen".

Le MES, correspondant à peu près au FME, approuvé le 19 décembre par Merkel et Sarkozy en même temps qu'un « traité de stabilité » largement proclamatoire, facilitait d'autant plus la communication d'Eva que les deux traités seraient ratifiés l'un après l'autre, le premier avant, le second après l'élection ! « Nous disons Oui au MES parce que nous sommes pour une Europe solidaire, comme nous dirons demain Non au Traité de stabilité (« règle d'or ») par ce que nous refusons l'Europe de Merkozy. » : pas compliqué.

Aussitôt déclenché le tir de barrage des anti-européen contre le MES, la direction d'Europe Écologie, [députés compris](#), se déclina contre ce mécanisme de solidarité, entraînant Eva Joly à s'en distancer. La campagne Eva rompait ainsi avec la position du Parti Vert Européen, et Eva se retrouvait en rupture avec ses amis eurodéputés Verts, qui s'étaient fait forts de la défendre sur le volet Europe.

J'ai tenté d'expliquer, [y compris dans la presse](#), ce que l'on avait toujours considéré comme une évidence : que le MES était un progrès important, qu'il n'était [pas lié au traité de stabilité](#), que le financement direct des déficits par la banque centrale européenne n'avait [aucune chance d'être accepté](#) par nos partenaires européens... Peine perdue, Europe Écologie n'était plus perçu comme un parti pro-européen anti-austérité, alors même que nous savions proposer nos propres [règles de discipline budgétaire](#).

#### *d) La question alimentaire*

Dès la première réunion du comité de propositions de la campagne Eva, on me fit comprendre fermement que cette campagne d'Eva parlerait des « choses qui concernent les gens » et que cela signifiait le logement (ce qui est certain...) mais pas l'alimentation, ni l'économie sociale et solidaire.

J'étais d'ores et déjà sollicité par de très nombreuses invitations sur le terrain et je me rendais bien compte que je ne pouvais mener ces deux batailles en interne. Je me résolus donc à prioriser le plus fondamental : la question alimentaire, espérant que d'autres militants plus proches du courant de la direction pourraient défendre l'ESS.

La question de l'alimentation est à la base de l'existence même de l'écologie comme science, et de l'écologie politique comme engagement, depuis René Dumont. Elle est en 2006-2007 au déclenchement de la crise présente, et reste la plus importante des deux crises écologiques (d'ailleurs le système alimentaire mondial produit la moitié des gaz à effet de serre). Il s'agit d'un « nœud de problématiques » assurant aux écologistes la sympathie du plus puissant mouvement de consommateurs en France (les parents exigeant le bio dans les écoles, les AMAP...), et le lien avec la Confédération paysanne et avec nos traditionnels amis tiermondistes. Enfin, il suffit de lire la presse et les programmes de docu à la télé pour constater que c'est aujourd'hui le thème écologiste le plus populaire. Une avalanche de rapports et de livres importants depuis le mois de septembre (le rapport de l'Académie des Sciences « Démographie, alimentation et climat », les livres de Jean Ziegler, de Marc Dufumier, Stoeckel, Caplat, etc) témoignaient de l'importance et de l'actualité du sujet.

Bref on ne pouvait pas lâcher là-dessus. Après avoir réussi à faire figurer ce thème dans le programme EELV, malgré une très vive – ou plutôt très passive - résistance de la direction, j'ai décidé d'y consacrer la plus grande partie de mon engagement, en compagnie du « Groupe de travail alimentation » qu'animait Natalie Gandais. Nous avons pu ainsi obtenir la sortie de deux tracts. Mais nous n'avons pas obtenu, si ce n'est fugacement, la présence de ce thème dans les discours rédigés pour Eva Joly. Le livre de Marc Dufumier portait pourtant un titre qui résumait notre programme : *Famine au sud, malbouffe au Nord : comment la bio nous sauvera !*

Et encore, seul le second volet (malbouffe au nord) figura dans le matériel de campagne. Le milliard d'hommes sous-alimentés, l'enfant de moins de 10 ans mourant de faim toutes les 5 secondes dans le monde, furent soigneusement occultés. La faim dans le monde, Coco, c'est plus porteur. Ici, la faute politique devient carrément faute morale.

#### e) *L'économie sociale et solidaire*

L'économie sociale et solidaire, quasi invention du mouvement écologiste depuis le début des années 80, forme de production privilégiée par elle au sein de « l'économie plurielle », second des ministères obtenus sous le gouvernement Jospin, enjeu de tant de dévouement et d'imagination de la part des conseillers régionaux ou généraux et maires-adjoints écologistes en charge de ce dossier depuis plus d'une décennie, a disparu corps et biens dans la campagne.

Dès la rentrée de septembre 2011, il a paru impossible d'obtenir que la campagne d'Eva Joly prenne le moins du monde en compte le mois de novembre, « Mois de l'ESS », malgré plusieurs projets mis au point par Natalie Gandais avec les animateurs/trices régionaux de l'ESS. Ce mois là, François

Hollande visitait 5 régies de quartier ; Jean-Luc Mélenchon organisait une rencontre de 3 heures avec les animateurs des régies de quartiers. Ce n'est que beaucoup plus tard qu'il a été possible d'organiser une telle réunion : mais elle était programmée en pleine affaire Merah et a été annulée au nom de "la suspension de la campagne", sans être réorganisée par la suite. Énorme contre-sens : [l'ESS est sans doute la voie royale](#) (mais pas toute-puissante) du « vivre ensemble ».

Alors qu'au Comité d'animation de septembre j'avais fait part de la demande du Laboratoire de l'ESS d'organiser une rencontre avec Eva Joly, que la date avait été fixée en coordination avec l'équipe, que le Laboratoire avait préparé cette réunion (le 5 janvier) pour que Eva y soit, la direction de campagne subrepticement décida d'envoyer Eva... à La Réunion pendant ce colloque du Labo de l'ESS du 5 janvier ! Mais je parvins à l'éviter par un ultime coup de colère, et [Eva y fut fort appréciée](#). De même, c'est au tout dernier moment que l'équipe de campagne a expédié Eva Joly répondre à l'invitation du CEGES... simplement parce que Hollande y serait présent.

Et ce fut tout. Dans le 18 pages *Écologie Hebdo*, comme dans la profession de foi d'Eva Joly, le thème a purement et simplement disparu.

Cette décision de la direction de campagne est un véritable coup de force (dans le langage d'Eva : une voie de fait). Elle ne repose rigoureusement sur aucun mandat et contrevient absolument aux orientations les plus explicites et les plus profondes du mouvement écologiste.

#### f) Diversions

Eva fut envoyée en revanche au charbon, contre le défilé militaire du 14 juillet, pour des journées chômées célébrant des fêtes religieuses non-catholiques, etc. Au début (en juillet), sans trop de dégâts. Le pacifisme est une traditionnelle valeur écologiste. Le rééquilibrage des conclusions de la Commission Stasi (dès lors qu'on n'affichait plus la remis en cause de la loi foulard) s'imposait à un parti défendant la laïcité « ouverte » (c'est à dire le respect par l'État de *toutes* les religions, article 2 de notre constitution).

Mais (j'en sais quelque chose pour avoir parlé à l'été 2001 des problèmes de l'amnistie en Corse), des prises de position même justes sur des sujets controversés et en marge de notre « cœur de message » ne pouvait que choquer des sympathisants et une opinion publique qui attendaient qu'une candidate écologiste leur parle d'abord d'écologie...

### III- Conclusion

Face aux difficultés que j'ai rencontrées à partir de novembre pour soutenir la campagne d'Eva, j'ai dû faire en catastrophe des choix drastiques. Ils n'ont peut être pas été les meilleurs. J'aurais peut être pu m'accrocher plus

longtemps « en interne », pour aller au delà du sauvetage du thème « Alimentation ». J'ai choisi ce que je savais faire le mieux : l'externe, l'explication et les propositions devant les électrices-teurs. Donc j'ai écrit en décembre-janvier un livre résumant nos analyses et propositions, *Green Deal*, laissant à la direction et à Eva le soin de s'en servir ou pas, et j'ai pris mon bâton de pèlerin, picorant un peu au hasard parmi tous les groupes locaux qui m'invitaient dans leurs réunions pour Eva, et rédigeant toutes les notes complémentaires que l'on me demandait ou qui me paraissaient utiles. A partir de la mi-mars, la campagne devenait d'ailleurs déjà celle de nos candidats législatifs.

Quand la destruction de la campagne porte sur des points aussi essentiels que la lutte contre la faim dans le monde ou l'abandon de l'ESS, il y a un manifestement des problèmes de fond chez cette direction de campagne. Toutefois, il n'est pas évident à mes yeux que les divergences soient purement programmatiques. On peut également soupçonner que, sans nier l'importance de l'ESS ou la responsabilité d'un programme écologiste face au nœud "famine au Sud, malbouffe au Nord", la direction de campagne ait tout simplement choisi de minimiser l'importance du vote Eva Joly en « rabotant » sa campagne sans la saboter ouvertement.

En témoigne un incident : l'affaire de la Rencontre de Grenoble organisée par *Libération* où s'affichèrent tous les candidats de gauche (Hollande, Mélenchon)... et Corine Lepage, mais pas Eva Joly. La direction avait choisi de l'envoyer vers le festival de la Bande Dessinée à Angoulême pour remettre le Prix Tournesol. C'est ce soir là que *Le Monde* dira : « Eva Joly est sortie des écrans radar ».

Ce choix, terrible dans ses conséquences, ne renvoie à aucun principe politique, même si l'une des porte-paroles habituelle de l'opinion de la secrétaire nationale expliqua sur les listes internes qu'« il ne fallait pas laisser *Libération* s'arroger le rôle d'organisateur du débat politique à gauche. » Le but de la manœuvre était, tout simplement, celui qui a été obtenu : cantonner la campagne Eva Joly à une campagne de "basse intensité", de façon à ne pas gêner le candidat François Hollande.

La direction a ainsi appliqué sans le dire la ligne de Daniel Cohn-Bendit : pas de candidat à la présidentielle, accord avec le PS permettant l'élection d'un nombre important de députés écologistes. J'ai dit ailleurs pourquoi cette politique était globalement suicidaire : pour faire élire des écologistes, il ne suffit pas de leur réserver de bonnes circonscriptions, il faut encore qu'ils soient convaincants, voire enthousiasmant, et pour cela, il était très important de ne pas faire l'impasse sur les 6 mois de campagne présidentielle, Eva Joly avait toutes les qualités pour mener cette campagne enthousiasmante, elle l'avait montré pendant les trimestres précédents. Elle en a été empêchée au nom d'une tactique qui peut avoir des effets ravageurs sur les élections législatives.

J'ai voté l'accord législatif avec EELV/PS, malgré la médiocrité de son volet programmatique. Je pense en effet que les meilleurs accords programmatiques ne valent rien s'il n'existe pas un nombre suffisant d'élus pour les faire respecter. Mais il faut comprendre qu'inversement un accord strictement électoral peut apparaître totalement cynique et sans principe, au point de discréditer les candidats écologistes aux yeux de leurs propres électeurs. Le parachutage de telle ou telle dirigeantE dans les circonscriptions "gagnées d'avance" a été du plus mauvais effet et, jusqu'en avril, j'ai constaté qu'il n'était toujours pas digéré dans la fraction de l'opinion favorable aux écologistes. Aucun rapport avec l'accord de 1997, où la principale animatrice du parti, Dominique Voynet, allait conquérir pour la gauche une circonscription de droite.

Il n'empêche : l'écologie politique, en tant que telle, c'est à dire la participation de la France à la sortie de la crise par une politique écologiste, va dépendre des résultats de cette élection législative. Encore une fois c'est l'"Élection de la Crise". C'est dans 6 semaines que va se déterminer le poids de l'écologie politique, à la direction de la deuxième puissance de l'Union Européenne, pour les 5 ans qui viennent. C'est à ce moment là que va se déterminer quelle sera l'implication de la France dans la transition énergétique, dans la lutte contre la faim dans le monde et la malbouffe en Europe, quel poids aura l'Economie Sociale et Solidaire et la planification écologique dans ces 5 années décisives, après 4 ans d'une crise mondiale qui est loin d'être réglée.

L'écologie politique peut y retrouver toute sa place. A condition que, dans la campagne qui s'ouvre, elle redevienne elle-même.

Alain Lipietz